

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

17 AOUT 2026

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2026

INTRODUCTION

Guidé par le souci d'efficacité et de transparence dans la gestion des finances publiques, la Direction Générale du Budget publie trimestriellement le rapport d'exécution du budget afin de mettre à la disposition des partenaires techniques et financiers ainsi que le public les données sur l'exécution du Budget.

Le Rapport d'Exécution Budgétaire (REB) est un document administratif et financier élaboré périodiquement par les services compétents du Ministère des Finances et du Budget. Son objectif principal est de présenter l'état d'avancement de l'exécution des recettes et des dépenses publiques à une période donnée.

Par nature, le REB constitue un instrument de suivi et de pilotage budgétaire permettant d'apprécier le rythme de consommation des crédits, le niveau des engagements, des ordonnancements et des paiements. Il ne s'agit ni d'un rapport d'audit, ni d'un rapport d'inspection, encore moins d'un document juridictionnel destiné à établir des responsabilités pénales, administratives ou disciplinaires.

En effet, le système national d'exécution des dépenses publiques prévoit deux grandes catégories de procédures :

- la procédure normale ;
- les procédures exceptionnelles.

Dans la procédure normale, la dépense suit successivement les étapes de l'engagement, de la liquidation, de l'ordonnancement puis du paiement.

Toutefois, dans certaines circonstances exceptionnelles prévues par les textes, notamment en cas d'urgence, de nécessité de continuité du service public ou d'impératifs de souveraineté, les dépenses peuvent être exécutées suivant des procédures dérogatoires, parmi lesquelles figure l'Ordre de Paiement Trésor (OPT).

Ainsi, ce rapport décrit le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, ensuite fait le point de l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses au 1^{er} semestre 2026 débouchant sur les perspectives.

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS AU 1^{er} SEMESTRE 2026

Au 30 juin 2026, à mi-parcours de l'exercice, l'exécution du budget de l'État se caractérise par les résultats suivants :

- les ressources budgétaires mobilisées s'établissent à 166,08 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 368,43 milliards, soit un taux de réalisation de 45,08%, en progression de 28,96% par rapport au 1^{er} semestre 2025 ;
- les charges budgétaires ordonnancées atteignent 179,47 milliards de francs CFA sur une prévision de 396,35 milliards, soit un taux d'exécution de 45,28% ;
- il en résulte un solde budgétaire global déficitaire de 13,39 milliards de francs CFA et un solde primaire déficitaire de 8,88 milliards de francs CFA ;
- le solde de trésorerie ressort en revanche excédentaire de 8,37 milliards de francs CFA, les ressources de trésorerie (82,58 milliards) ayant couvert des charges de trésorerie de 74,21 milliards ;
- l'exécution demeure fortement déséquilibrée entre les titres : les dépenses de personnel affichent un taux de 59,93%, supérieur au repère de 50% de mi-parcours, tandis que les biens et services (35,94%), l'investissement sur ressources propres (33,07%) et les dépenses sur financement extérieur (37,69%) restent nettement en retrait ;
- les dépenses sociales ne sont exécutées qu'à hauteur de 33,08% et, sur la base de la classification fonctionnelle, le taux de règlement global ressort à 13,97% des crédits ouverts, soit 57,31% seulement des dépenses engagées.

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2026

i) L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES

L'environnement économique mondial est marqué par des défis persistants et continue de faire face à des incertitudes majeures :

Au plan international, les projections de croissance mondiale des dernières Perspectives de l'Economie Mondiale d'octobre 2025 du Fonds Monétaire International, sont donc révisées à la hausse par rapport à l'édition d'avril 2025 mais elles restent inférieures à celles établies avant les changements soudains de politiques commerciales. La croissance mondiale devrait ralentir, de 3,3% en 2024 à 3,2% en 2025 et à 3,1% en 2026, soit autour de 1,5% dans les pays avancés, et juste au-dessus de 4% dans les pays émergents et les pays en développement.

L'inflation mondiale devrait continuer de reculer en 2026, s'établissant autour de 2,9% à 3,2%.

Aux États-Unis, les perspectives économiques tablent sur une croissance en 2026 qui se situerait à 2,1%, contre 2,0% en 2025. Ces chiffres marquent une décélération par rapport au dynamisme de 2024 (estimé à 2,8%), principalement en raison de l'impact des incertitudes et des chocs tarifaires sur la demande.

En Chine, la croissance devrait s'établir à 4,2% en 2026, marquant un ralentissement par rapport aux années précédentes qui affichaient respectivement des taux de croissance de 4,8% en 2025 et 5,0% en 2024. Cette projection est liée à des tensions continues sur le marché immobilier, des niveaux d'endettement élevés, une consommation intérieure affaiblie, et un environnement commercial international moins favorable, malgré des efforts de relance de la part des autorités chinoises. Des prévisions font état d'une inflation qui se situerait à 1,4 % durant la même période

Dans la zone euro, les prévisions indiquent une croissance du PIB réel, modérée de 1,1 % en 2026 contre 1,2% en 2025 et 0,9% en 2024. La dynamique de croissance s'essouffle et fait place à des perspectives médiocres à moyen terme. L'impulsion donnée par les exportations effectuées par anticipation en début d'année s'inverse désormais alors que les droits de douane commencent à faire sentir leurs effets et que les marchés obligataires intègrent les risques élevés dans un contexte d'incertitude prolongée.

L'inflation quant à elle, devrait diminuer par rapport à 2025 pour atteindre environ 1% en moyenne selon la Banque Centrale Européenne.

En Afrique subsaharienne, l'économie fait preuve de résilience malgré un contexte extérieur difficile où les perspectives pour les prix des produits de base sont inégales, les conditions d'emprunt restent contraignantes puis le commerce mondial et l'aide internationale se détériorent. La croissance économique devrait se maintenir à 4,1 % en 2025, puis enregistrer un léger regain en 2026, à la faveur de la stabilisation macroéconomique et des réformes en cours dans plusieurs des principales puissances économiques de la région.

La baisse de l'inflation dans près de la moitié des pays de la région et les efforts de réduction des déficits publics contribuent à cette tendance positive.

Dans la zone CEMAC, une croissance économique modérée devrait être observée, estimée à 3,3% en 2026 contre 2,8% en 2025, selon les prévisions du FMI. Cette projection optimiste reste soutenue par des initiatives de transformation structurelle, comme la stratégie sous régionale d'import-substitution, qui visent à atténuer les effets de la volatilité de la demande extérieure et des tensions géopolitiques sur l'économie de la région.

Au plan national, la croissance du PIB se redresse très progressivement pour atteindre 3,5% en 2026 contre 3,0% en 2025. Plusieurs facteurs expliquent ce redressement parmi lesquels, l'amélioration progressive de l'accès à l'électricité, la mise en œuvre des réformes visant à faciliter l'amélioration de l'approvisionnement en carburant, la stabilisation des prix des produits pétroliers, la hausse de la production minière, et surtout le déploiement de la 4G.

A cela s'ajoute une inflation moyenne qui devrait se hisser à 4,2% en 2025, puis converger autour de 3,6% en 2026, au-delà du critère de convergence multilatérale.

ii) Les grandes orientations de la politique budgétaire 2026

Les orientations de la politique budgétaire s'articulent autour des axes stratégiques du Programme National de Développement (PND 2024-2028) que sont :

- Le renforcement de la sécurité, promotion de la gouvernance et l'Etat de droit
- Le développement du Capital humain et accès équitable aux services sociaux de base de qualité ;
- Le développement des infrastructures résilientes et durables en soutien à l'économie à travers l'énergie, la construction/réhabilitation des routes, l'habitat, et la promotion de l'économie numérique ;
- L'accélération de la production et des chaînes de valeurs dans les filières productives pour une croissance inclusive et durable ;
- La durabilité environnementale et la résilience face aux crises et aux effets du changement climatique.

Ces orientations guident la politique budgétaire 2026, dont les objectifs spécifiques sont :

- ✓ Soutenir la croissance économique inclusive par une allocation efficiente des ressources publiques ;
- ✓ Renforcer la soutenabilité des finances publiques à travers une gestion rigoureuse de la dette et l'amélioration de la mobilisation des ressources internes,
- ✓ Promouvoir les infrastructures et la production en maintenant le niveau des dépenses par rapport à 2025,
- ✓ Poursuivre la modernisation de l'administration publique et la digitalisation de la gestion budgétaire.

Le projet de budget 2026 traduit la volonté du Gouvernement d'allier rigueur, équité et efficacité dans la gestion des ressources publiques.

La mise en œuvre au cours de l'année 2026 du Plan « *e-Finances Publiques RCA 2025-2027* », devra permettre la digitalisation et la dématérialisation des procédures de collecte, de traitement et de centralisation des recettes fiscalo-douanières, afin d'en optimiser le rendement.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances initiale 2026 :

Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires de la Loi des Finances 2026 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2026
Ressources budgétaires	368 433 000
Ressources propres	206 800 000
Douanes	75 800 000
Impôts	79 000 000
Trésor	52 000 000
Ressources extérieures	161 633 000
Appuis budgétaires	29 233 000
Appuis projets	132 400 000
Dons projets	125 400 000
Emprunts projets	7 000 000
Charges Budgétaires	396 354 621
Dépenses primaires	237 038 095
Dépenses de Personnel	114 152 330
Dépenses de Biens et Services	48 976 674
Dépenses de Transferts	64 113 726
Investissement sur ressources propres	9 795 365
Charges Financières	26 916 526
Financement Extérieur	132 400 000
Solde budgétaire global	- 27 921 621

Source : LFI 2026

Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie de la Loi des Finances 2026 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions LF 2026
Ressources de trésorerie	66 100 803
Titres publics	66 100 803
Charges de trésorerie	38 179 130
Remboursements emprunts extérieurs	9 563 130
Remboursements dette intérieure	51 216 000
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	1 000 000
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	45 015 000
Créances des Banques commerciales titrisées	610 000
Crédits consolidés BEAC	3 867 000
AFRILAND	724 000
Accumulation de cash	- 22 600 000
Solde de Trésorerie	27 921 673

Source : LFI 2026

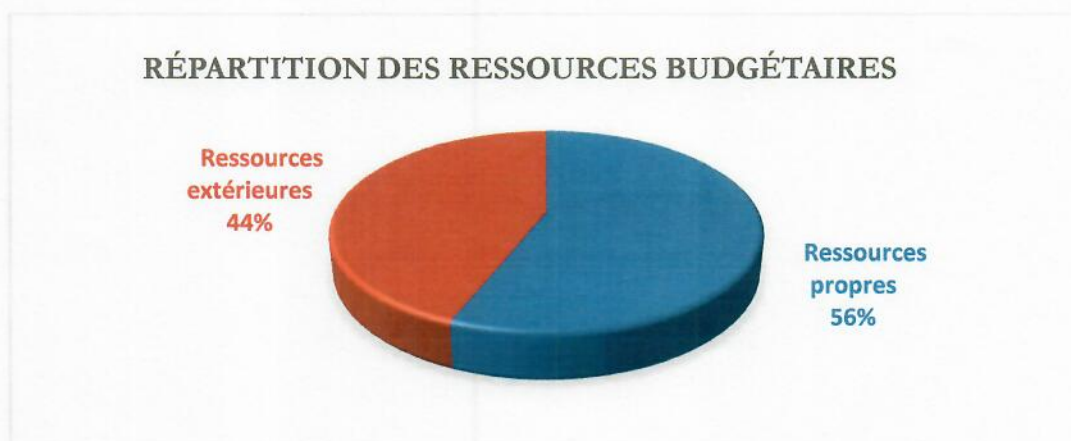
II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

II.1. Les ressources budgétaires

Au 1^{er} semestre 2026, sur une prévision annuelle de 368,43 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires ont été mobilisées à hauteur de 166,08 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (109,80 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (56,28 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 45,08%, en deçà de la cible prévisionnelle.

En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une augmentation de 28,96% a été constatée, justifiée par une forte mobilisation des ressources extérieures.

Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires



Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} semestre 2026 :

Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Réalisation au 2e trimestre 2026	Réalisation au 1er semestre 2026	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	128 787 449	368 433 000	64 367 333	101 715 314	166 082 647	45,08%
Ressources propres	93 318 000	206 800 000	54 261 000	55 542 000	109 803 000	53,10%
Douanes	31 958 000	75 800 000	18 475 000	16 638 000	35 113 000	46,32%
Impôts	34 673 000	79 000 000	22 060 000	21 548 000	43 608 000	55,20%
Trésor	26 687 000	52 000 000	13 726 000	17 356 000	31 082 000	59,77%
Ressources extérieures	35 469 449	161 633 000	10 106 333	46 173 314	56 279 647	34,82%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	12 021 000	29 233 000		6 374 000	6 374 000	21,80%
Appuis projets	23 448 449	132 400 000	10 106 333	39 799 314	49 905 647	37,69%
Dons projets	23 448 449	125 400 000	10 106 333	39 799 314	49 905 647	39,80%
Emprunts projets		7 000 000			-	0,00%

Sources : LFI 2026, PLT et DGPB (MEPCI)

1) Les ressources propres

Au 1^{er} semestre 2026, les différentes régies ont mobilisé la somme de 109,80 milliards de francs, soit un taux de recouvrement de 53,10% dépassant la cible visée. En comparaison à la mobilisation au 1^{er} semestre 2025, une hausse de 17,67% a été constatée.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 1^{er} semestre 2026, la DGDDI a recouvré la somme de 35,11 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 75,80 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 46,32% inférieur à la cible souhaitée.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 9,87% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse est visible sur les rubriques de Droits de sorties, Amendes-Pénalités et Recettes affectées.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 30 juin 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Réalisation au 2e trimestre 2026	Réalisation au 1er semestre 2026	Taux de réalisation
Recettes fiscales	26 694 129	64 858 661	14 016 704	11 800 572	25 817 276	39,81%
Droits de sorties	1 897 723	1 547 950	900 695	1 456 961	2 357 656	152,31%
Amendes et pénalités	1 022 832	1 018 211	1 011 815	1 325 467	2 337 283	229,55%
Recettes affectées	1 607 311	6 474 411	2 061 644	1 330 452	3 392 096	52,39%
Autres Recettes	736 005	1 900 767	484 142	724 547	1 208 689	63,59%
TOTAL	31 958 000	75 800 000	18 475 000	16 638 000	35 113 000	46,32%

Sources : LFI 2026, DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Au 30 juin 2026, sur une prévision de 79 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré le montant de 43,61 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 55,20% supérieur à la cible souhaitée. Cette hausse se justifie par une forte mobilisation des recettes fiscales.

En comparaison au niveau de recouvrement au 30 juin de l'année dernière, une hausse de 25,77% a été observée.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique au 1^{er} semestre 2026 :

Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 30 juin 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Réalisation au 2e trimestre 2026	Réalisation au 1er semestre 2026	Taux de réalisation
Recettes fiscales	30 741 690	71 376 259	19 973 631	20 065 544	40 039 175	56,10%
Recettes non fiscales	2 967 416	6 120 271	1 943 913	1 261 517	3 205 430	52,37%
Recettes sur exercices antérieurs	511 678	854 759	-	-	-	0,00%
Produits divers et exceptionnels	452 216	648 711	142 456	220 940	363 395	56,02%
TOTAL	34 673 000	79 000 000	22 060 000	21 548 000	43 608 000	55,20%

Sources : LFI 2026, PLT et DGID

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

Au 1^{er} semestre 2026, la DGTCP a mobilisé au total 31,08 milliards de francs CFA sur une prévision de 52 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 59,77%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 16,47% a été constatée.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP au 1^{er} semestre 2026 :

Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1er semestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Réalisation au 2e trimestre 2026	Réalisation au 1er semestre 2026	Taux réalisation
Recettes fiscales	1 756 000	4 203 895	1 180 000	1 212 000	2 392 000	56,90%
Recettes non fiscales	20 374 000	39 390 275	9 694 000	13 049 000	22 743 000	57,74%
Produits exceptionnels	2 348 000	3 025 924	1 406 000	395 000	1 801 000	59,52%
Taxes et Redevances	1 400 000	2 892 856	913 000	1 700 000	2 613 000	90,33%
Produits financiers	809 000	2 487 051	533 000	1 000 000	1 533 000	61,64%
TOTAL	26 687 000	52 000 000	13 726 000	17 356 000	31 082 000	59,77%

Sources : LFI 2026, PLT

2) Les ressources extérieures

Au 1^{er} semestre 2026, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 56,28 milliards de francs CFA sur une prévision de 161,63 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 34,82% très en deçà de la cible. Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (6,37 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (49,91 milliards de francs CFA).

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une forte augmentation de 58,67% a été constatée en comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période.

II.2. Exécution des dépenses budgétaires

A fin juin 2026, sur une prévision annuelle de 396,35 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 179,47 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 45,28%.

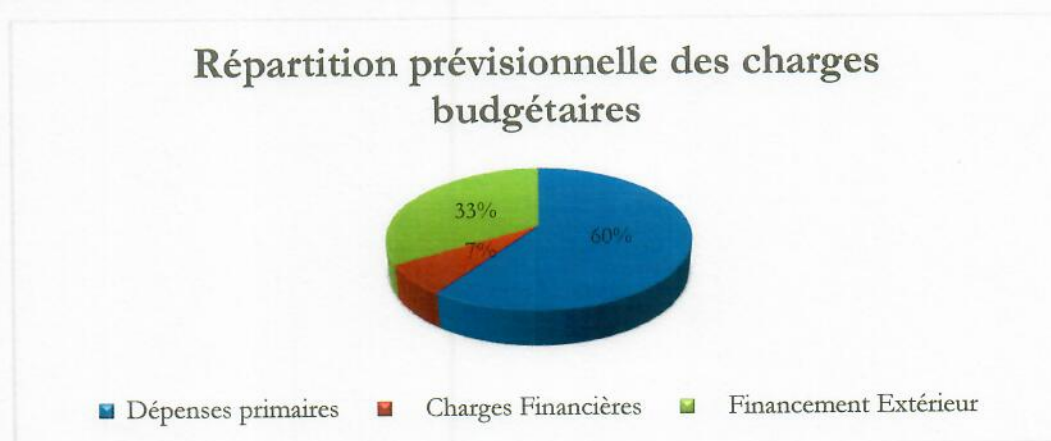
Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses ordonnancées de l'Etat au 1^{er} semestre 2026 :

Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2025	Prévision 2026	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2026	Réalisation au 2 ^e trimestre 2026	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2026	Taux de réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	128 787 449	368 433 000	64 367 333	101 715 314	166 082 647	45,08%
CHARGES BUDGETAIRES	128 114 941	396 354 621	66 624 834	112 846 724	179 471 558	45,28%
Dépenses primaires	104 666 491	237 038 095	56 518 501	62 168 271	118 686 772	50,07%
Personnel	58 363 101	114 152 330	34 162 017	34 247 987	68 410 004	59,93%
Biens et Services	17 288 399	48 976 674	6 307 400	11 292 658	17 600 058	35,94%
Transferts et subventions	25 672 404	64 113 726	14 473 140	14 963 966	29 437 106	45,91%
Investissement sur ressources propres	3 342 587	9 795 365	1 575 944	1 663 660	3 239 604	33,07%
Charges Financières		26 916 526		10 879 139	10 879 139	40,42%
Financements extérieurs	23 448 450	132 400 000	10 106 333	39 799 314	49 905 647	37,69%
Personnel	2 761 867	12 956 000	658 232	4 177 311	4 835 543	37,32%
Biens et Services		4 940 000			-	0,00%
Investissements	20 686 583	114 504 000	9 448 101	35 622 003	45 070 104	39,36%

Sources : LFI 2026, DGB et DGPB (MEPCI)

Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires



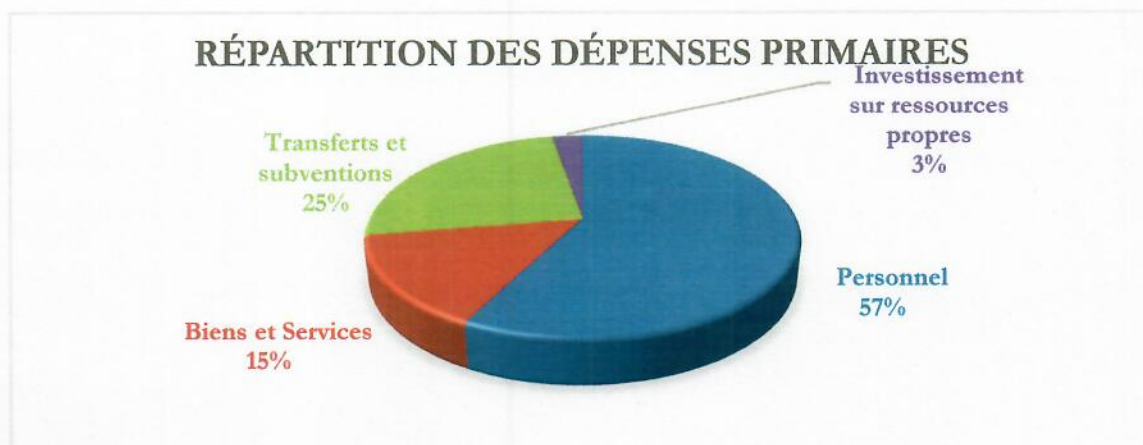
II.2.1) Les dépenses primaires

Au 1^{er} semestre 2026, les dépenses primaires ordonnancées s'élèvent à l'ordre de 118,69 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 237,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 50,07%.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 13,40% a été constatée.

Le graphique ci-dessous décrit la répartition des dépenses primaires ordonnancées par titre :

Figure 3 : Répartition des dépenses primaires exécutées à fin juin 2026



a) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 114,15 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au 1^{er} semestre 2026 s'élèvent à hauteur de 68,41 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,93% supérieur au repère de 50% correspondant à la moitié de l'exercice.

En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une hausse de 17,21% a été constatée, justifiée par la prise en charge d'une vague de nouveaux intégrés dans la Fonction Publique et de nouvelles recrues dans l'armée et la sécurité publique.

b) Les dépenses des biens et services

Au 1^{er} semestre 2026, sur une prévision de 48,98 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services base ordonnancement ont été exécutées à hauteur de 17,60 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 35,94%, très inférieur à la cible de 50%.

En comparaison à l'exécution de la même période de l'année 2025, une hausse de 1,80% a été observée.

c) Les dépenses de transferts

Au 1^{er} semestre 2026, les dépenses de transferts ordonnancées sont exécutées à hauteur de 29,44 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 64,11 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 45,91%.

En comparaison à l'exercice de l'année dernière à la même période, une hausse de 14,66% a été constatée.

d) Dépenses d'investissement sur ressources propres

Au 30 juin 2026, les dépenses d'investissement sur ressources propres ordonnancées ont été exécutées à hauteur de 3,24 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 9,79 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 33,07%.

En comparaison à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, une baisse de 3,08% a été observée.

II.2.2) Les Charges financières

Au 1^{er} semestre 2026, sur une prévision de 26,92 milliards de francs CFA, les dépenses des charges financières ont été régularisées à hauteur de 10,88 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 40,42%.

II.2.3) Les dépenses sur Financement extérieur

Au 1^{er} semestre 2026, les dépenses sur financement extérieur ont été exécutées à hauteur de 49,91 milliards de francs CFA sur une prévision de 132,40 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 37,69%.

Ces dépenses sont constituées des dépenses du personnel (4,84 milliards de francs CFA) et des dépenses d'investissement (45,07 milliards de francs CFA).

III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2026 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 66,10 milliards de francs CFA. Au 1^{er} semestre 2026, les ressources de trésorerie mobilisées s'élèvent à hauteur de 82,58 milliards de francs CFA constituées de Titres publics (61,04 milliards de francs CFA), du Tirage spécial (20,47 milliards de francs CFA) et autres recettes (1,07 milliard de francs CFA).

Rapporté à la prévision annuelle de 66,10 milliards de francs CFA, ce niveau de mobilisation correspond à un taux de réalisation de 124,93%, la prévision de l'année étant ainsi déjà dépassée à la fin du premier semestre. Ce dépassement s'explique principalement par le recours au tirage spécial auprès de BGFI et BSIC (20,47 milliards de francs CFA), non inscrit dans la loi de finances initiale. En comparaison au 1^{er} semestre 2025 (89,89 milliards de francs CFA), un repli de 8,13% est toutefois observé.

III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 30 juin 2026, sur une prévision de 38,18 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 74,21 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 194,37%.

Ce niveau d'exécution traduit un dépassement de 36,03 milliards de francs CFA par rapport à la prévision annuelle. Il résulte pour l'essentiel de charges non inscrites dans la loi de finances initiale, notamment les remboursements au Fonds Monétaire International (12,27 milliards de francs CFA) et le remboursement des tirages BGFI/BSIC (19,60 milliards de francs CFA), qui constituent la contrepartie des ressources de trésorerie exceptionnelles mobilisées. Cette situation appelle une actualisation du plan de trésorerie dans le cadre du collectif budgétaire 2026.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2025	Prévisions 2026	Réalisations au 1 ^{er} trimestre 2026	Réalisations au 2 ^e trimestre 2026	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2026	Taux
Charges de trésorerie	84 872 000	38 179 130	27 361 000	46 849 000	74 210 000	194,37%
Remboursements emprunts extérieurs	12 775 000	9 563 130	553 000	14 341 000	14 894 000	155,74%
Remboursements dette intérieure	72 097 000	51 216 000	26 808 000	32 508 000	59 316 000	115,82%
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	5 061 000	1 000 000			-	0,00%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	28 750 000	45 015 000	18 300 000	7 028 000	25 328 000	56,27%
Créances des Banques commerciales titrisées		610 000	1 488 000	- 1 185 000	303 000	49,67%
Crédits consolidés BEAC	937 000	3 867 000	1 488 000	-	1 488 000	38,48%
FMI			4 800 000	7 470 000	12 270 000	
AFRILAND	492 000	724 000	246 000	82 000	328 000	45,30%
Remb. Tirage BGFI/BSIC	36 857 000		486 000	19 113 000	19 599 000	
Accumulation de cash		- 22 600 000			-	

Sources : LFI 2026 et PLT

IV) Analyse des dépenses spécifiques

IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1^{er} semestre 2026, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 6,70 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 4,47% hors les charges prévisionnelles du personnel et de financements extérieurs.

Rapportées aux dépenses primaires ordonnancées (118,69 milliards de francs CFA), les dépenses exécutées par Ordre de Paiement représentent 5,64%. Elles se concentrent sur les biens et services, dont 4,91 milliards de francs CFA sur 17,60 milliards ordonnancés, soit 27,87% de ce titre, ont été exécutés par cette procédure dérogatoire ; les transferts n'en représentent que 6,09%. Le recours à cette procédure est en léger repli par rapport au 1^{er} semestre 2025 (6,92 milliards de francs CFA, soit - 3,14%). Il mérite néanmoins d'être contenu au profit de la procédure normale, conformément aux engagements pris en matière de transparence et de régularité de la dépense publique.

Le tableau suivant donne les détails des dépenses exécutées par OP :

Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 30 juin 2026
(en milliers de francs CFA)

	Exécution OP au 1er semestre 2025	Prévision 2026	Exécution OP au 1er trimestre 2026	Exécution OP au 2e trimestre 2026	Exécution OP au 1er semestre 2026	Taux d'exécution
Charges Financières		26 916 526			-	0,00%
Biens et services	5 509 877	48 976 674	2 302 803	2 602 607	4 905 410	10,02%
Transferts	1 406 675	64 113 726	982 038	811 961	1 793 999	2,80%
Investissement sur BEC		9 795 365			-	0,00%
Total	6 916 552	149 802 291	3 284 841	3 414 568	6 699 409	4,47%

Sources : LFI 2026 et DGB

IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Au 30 juin 2026, les crédits ouverts au titre des différentes fonctions de l'Administration publique s'élèvent globalement à **396,35 milliards de francs CFA**. Sur ce montant, les engagements atteignent **96,59 milliards de francs CFA**, les ordonnancements **74,76 milliards de francs CFA** et les règlements **55,35 milliards de francs CFA**, correspondant respectivement à des taux d'exécution de **24,37 %**, **18,86 %** et **13,97 %**.

Ces résultats traduisent un niveau d'exécution globalement faible à mi-parcours de l'exercice. Le taux de règlement de 13,97 % demeure très inférieur au repère théorique de 50 % correspondant à la moitié de l'exercice. Toutefois, ce repère doit être interprété avec prudence, certaines dépenses, notamment celles d'investissement et celles financées sur ressources extérieures, n'étant pas exécutées de manière linéaire au cours de l'année.

L'analyse de la chaîne de la dépense fait apparaître un écart de **21,83 milliards de francs CFA** entre les engagements et les ordonnancements, ainsi qu'un écart de **19,40 milliards de francs CFA** entre les ordonnancements et les règlements. Ainsi, seulement **57,31 % des dépenses engagées ont effectivement été réglées** au 30 juin 2026. Cette situation pourrait traduire des lenteurs dans la liquidation et l'ordonnement des dépenses, des contraintes de trésorerie, des retards dans la production des pièces justificatives ou encore une programmation insuffisamment articulée avec le Plan de trésorerie.

La structure fonctionnelle du budget reste fortement dominée par les **services généraux des administrations publiques**, qui concentrent **272,29 milliards de francs CFA**, soit **68,70 % des crédits ouverts**. Cette fonction enregistre des engagements de 68,04 milliards de francs CFA et des règlements de 43,02 milliards de francs CFA, soit un taux de paiement de **15,80 %**. Elle représente à elle seule **77,72 % du total des dépenses réglées**. Cette prépondérance reflète le poids des

institutions, du fonctionnement général de l'État, du service de la dette et des transferts entre administrations publiques.

Au sein de cette fonction, les dépenses relatives au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs enregistrent 22,18 milliards de francs CFA de règlements. Les opérations concernant la dette publique présentent un niveau de paiement relativement plus élevé, avec **10,95 milliards de francs CFA réglés sur une dotation de 27,56 milliards**, soit environ **39,75 %**. À l'inverse, l'aide économique extérieure et la recherche fondamentale ne connaissent pratiquement aucun ordonnancement ni règlement.

La fonction **Défense** bénéficie d'une dotation de 27,20 milliards de francs CFA. Les engagements s'élèvent à 9,54 milliards, tandis que les règlements atteignent 3,96 milliards de francs CFA, soit un taux de paiement de **14,57 %**. L'essentiel des dépenses exécutées concerne la défense militaire. L'écart important entre les engagements et les règlements, évalué à 5,58 milliards de francs CFA, appelle un suivi renforcé afin d'éviter l'accumulation d'instances de paiement.

Les dépenses relatives à l'**ordre et à la sécurité publics** affichent un taux d'engagement de **24,99 %**, contre un taux de règlement de **11,97 %**. Sur une dotation de 17,34 milliards de francs CFA, seulement 2,08 milliards ont été réglés. Les services de police concentrent l'essentiel des paiements, tandis que la protection civile et l'administration pénitentiaire présentent des niveaux de règlement particulièrement faibles.

La fonction **Affaires économiques**, dotée de 29,09 milliards de francs CFA, connaît une exécution très insuffisante. Les engagements ne représentent que **7,99 %** des crédits, tandis que les règlements atteignent à peine **1,77 %**. Les faibles performances observées dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, des transports, des communications et des industries sont préoccupantes au regard de leur rôle dans la croissance économique, la création d'emplois et l'amélioration des infrastructures. En particulier, les transports enregistrent 1,62 milliard de francs CFA d'engagements, mais seulement 66,50 millions de francs CFA de règlements.

Les dépenses de **protection de l'environnement** et de **logements et équipements collectifs** demeurent marginales. Leurs taux de règlement s'établissent respectivement à **2,22 %** et **3,57 %**. Bien que les engagements relatifs aux logements et équipements collectifs atteignent 37,97 % des crédits ouverts, leur faible transformation en paiements révèle des difficultés dans l'achèvement des procédures d'exécution.

La fonction **Santé** présente une situation particulièrement préoccupante. Sur une dotation de 11,36 milliards de francs CFA, les engagements ne s'élèvent qu'à 1,09 milliard, les ordonnancements à 376,97 millions et les règlements à seulement **80,29 millions de francs CFA**, soit un taux de paiement de **0,71 %**. Cette faible absorption concerne notamment les services ambulatoires, les produits et matériels médicaux, les services hospitaliers et les actions de santé publique. Elle appelle une analyse spécifique des contraintes administratives, techniques et financières qui retardent l'exécution des dépenses de santé.

La fonction **Loisirs, culture et culte** affiche un taux d'engagement relativement élevé de **42,17 %**, mais un taux de règlement limité à **10,61 %**. Cette situation traduit une faible conversion des

engagements en ordonnancements et en paiements, notamment pour les services récréatifs et sportifs.

La fonction **Enseignement** présente l'un des meilleurs niveaux d'exécution du tableau. Sur une dotation de 32,11 milliards de francs CFA, les engagements atteignent 9,80 milliards et les règlements 5,37 milliards, soit des taux respectifs de **30,54 %** et **16,72 %**. Cette fonction représente **9,70 % des paiements totaux**. Toutefois, l'exécution demeure inégale entre les différents niveaux d'enseignement. L'enseignement préélémentaire et primaire, l'enseignement non défini par niveau et la recherche-développement dans le domaine de l'enseignement concentrent l'essentiel des paiements.

Enfin, la fonction **Protection sociale** affiche l'un des niveaux d'exécution les plus faibles. Sur une dotation de 3,79 milliards de francs CFA, seulement 134,11 millions ont été engagés et 34,62 millions réglés, soit un taux de paiement de **0,91 %**. Cette sous-exécution limite la capacité de l'État à soutenir les familles, les enfants et les populations vulnérables.

Globalement, l'exécution par classification fonctionnelle fait ressortir une forte concentration des dépenses sur les fonctions administratives générales, au détriment des fonctions économiques et sociales. Les fonctions Santé, Protection sociale, Affaires économiques, Environnement et Logements enregistrent des taux de paiement particulièrement faibles. Cette situation pourrait compromettre l'atteinte des objectifs sectoriels et réduire l'impact du budget sur les conditions de vie des populations.

Il conviendrait, au cours du second semestre 2026 :

- d'identifier les causes de sous-exécution propres à chaque fonction ;
- d'accélérer la liquidation et l'ordonnancement des dépenses déjà engagées ;
- de renforcer la cohérence entre le Plan d'engagement et le Plan de trésorerie ;
- de prioriser les crédits destinés aux secteurs sociaux et économiques ;
- de surveiller l'évolution des engagements non encore ordonnancés et des ordonnancements non réglés ;
- et, le cas échéant, de procéder à des réallocations dans le cadre du collectif budgétaire 2026 au profit des programmes présentant une meilleure capacité d'absorption.

Le tableau ci-dessous donne une description des dépenses exécutées de ces différents secteurs par Division et par Groupe allant de l'Engagement jusqu'au Paiement :

Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

Code CFAP	Intitulé fonction	LFI	Engagé	Ordonné	Réglé
01	Services généraux des administrations publiques	272 292 332	68 042 975	55 165 399	43 017 527
011	Fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, affaire	193 496 470	39 984 175	31 293 202	22 178 758
012	Aide économique extérieure	2 836 500	5 373	-	-

013	Services généraux	37 770 283	12 862 324	9 973 679	8 437 775
014	Recherche fondamentale	98 500	21 490	-	-
015	R-D concernant des services généraux des administrations publiques	461 550	231 531	100 434	34 519
016	Services généraux des administrations publiques nca	1 705 050	230 707	91 833	34 115
017	Opérations concernant la dette publique	27 556 526	11 113 799	11 055 774	10 954 425
018	Transferts de caractère général entre administrations publiques	8 367 453	3 593 576	2 650 478	1 377 935
02	Défense	27 196 739	9 543 001	6 850 007	3 962 761
021	Défense militaire	25 975 239	8 957 614	6 569 220	3 889 382
022	Défense civile	175 250	48 920	13 788	750
024	R-D concernant la défense	1 008 000	515 472	258 999	65 129
025	Défense nca	38 250	20 995	8 000	7 500
03	Ordre et sécurité publics	17 338 339	4 332 581	3 646 420	2 076 185
031	Services de police	14 020 089	3 308 070	2 990 977	1 968 747
032	Services de protection civile	1 050 425	525 845	402 178	14 029
033	Tribunaux	279 875	120 416	95 875	52 816
034	Administration pénitentiaire	1 717 250	262 307	145 715	36 172
035	R-D concernant l'ordre et la sécurité publics (SC)	60 000	20 711	-	-
036	Ordre et sécurité publics nca	210 700	95 232	11 675	4 420
04	Affaires économiques	29 090 439	2 324 889	1 111 173	515 394
041	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	41 750	10 120	-	-
042	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	19 367 700	416 497	368 368	361 205
043	Combustibles et énergie	3 254 139	16 494	2 635	-
044	Industries extractives et manufacturières, construction	321 650	89 997	10 000	-
045	Transports	5 710 000	1 617 977	609 471	66 501
046	Communications	51 500	8 247	-	-
047	Autres branches d'activité	5 750	2 116	649	546
048	R-D concernant les affaires économiques	332 950	163 441	120 050	87 143
049	Affaires économiques nca	5 000	-	-	-
05	Protection de l'environnement	95 600	26 459	4 575	2 125
054	Préservation de la diversité biologique et protection de la	51 250	11 199	4 575	2 125
055	R-D dans le domaine de la protection de l'environnement	44 350	15 260	-	-
06	Logements et équipements collectifs	463 843	176 114	42 875	16 560
061	Logements	131 046	63 649	28 805	5 170
062	Équipements collectifs	150 375	93 573	9 998	8 401
063	Alimentation en eau	119 797	9 268	4 072	2 989
064	Éclairage public	5 250	2 625	-	-
065	R-D dans le domaine du logement et des équipements collectif	57 375	6 999	-	-
07	Santé	11 356 857	1 093 793	376 971	80 292
071	Produits, appareils et matériels médicaux	58 500	14 875	-	-
072	Services ambulatoires	4 551 500	18 247	-	-

073	Services hospitaliers	1 508 950	485 063	212 002	30 007
074	Services de santé publique	272 207	98 165	27 455	6 265
075	R-D dans le domaine de la santé	4 275 700	452 445	137 514	44 020
076	Santé nca	690 000	24 999	-	-
08	Loisirs, culture et culte	2 626 644	1 107 562	487 921	278 665
081	Services récréatifs et sportifs	841 500	605 173	158 274	15 000
082	Services culturels	50 300	24 783	800	672
083	Services de radiodiffusion, de télévision et d'édition	360 888	114 010	46 977	37 175
085	R-D dans le domaine des loisirs, de la culture et du culte	33 000	3 000	3 000	2 521
086	Loisirs, culture et culte nca	1 340 956	360 596	278 871	223 296
09	Enseignement	32 105 183	9 803 582	6 996 721	5 368 446
091	Enseignement préélémentaire et primaire	5 557 700	1 368 473	1 312 308	1 050 000
092	Enseignement secondaire	192 000	148 744	1 250	1 030
094	Enseignement supérieur	4 464 006	2 898 953	571 418	399 454
095	Enseignement non défini par niveau	15 031 352	2 583 434	2 540 417	2 253 816
096	Services annexes à l'enseignement	57 400	3 499	-	-
097	R-D dans le domaine de l'enseignement	6 755 725	2 780 009	2 564 730	1 658 682
098	Enseignement nca	47 000	20 470	6 598	5 464
10	Protection sociale	3 788 646	134 109	74 248	34 624
104	Famille et enfants	203 250	97 290	41 379	8 750
108	R-D dans le domaine de la protection sociale	45 000	22 500	22 500	20 500
109	Protection sociale nca	3 540 396	14 319	10 369	5 374
Total général		396 354 621	96 585 063	74 756 310	55 352 580

Source : DGB

Enfin, il sied de noter que le périmètre CFAP est incomplet à date, notamment de la prise en compte partielle des dépenses de personnel, des charges financières de la dette, des financements extérieurs et/ou des dépenses dont le code fonctionnel n'a pas été renseigné dans Sim-BA. Cette limite méthodologique, qui doit être prise en compte dans l'interprétation des taux présentés ci-dessus, sera progressivement levée avec la généralisation de la saisie du code fonctionnel dans Sim-BA.

IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 120,10 milliards de francs CFA et leur exécution au 1^{er} semestre 2026 se chiffre à 39,73 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 33,08%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

a) Personnel

A fin juin 2026, l'exécution des dépenses sociales liées aux charges du personnel s'élève à hauteur de 17,24 milliards de francs CFA sur une prévision de 30,50 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 56,53%.

b) Biens et Services

Pour une prévision globale de 11,46 milliards de francs CFA, les dépenses ordonnancées des biens et services des secteurs sociaux au 1^{er} semestre 2026 se chiffrent à 3,20 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 27,91%.

c) Transferts

A fin juin 2026, sur une prévision annuelle de 8,68 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts base ordonnancement a atteint le montant de 2,11 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,38%.

d) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 30 juin 2026 s'élève à 17,17 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 69,46 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,73%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Dotation 2026	Réalisations au 1 ^{er} Trimestre 2026	Réalisations au 2 ^e Trimestre 2026	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2026	Taux d'exécution
Education	42 438 949	11 795 219	9 996 782	21 792 001	51,35%
Titre II: Personnel	22 365 168	6 597 289	5 894 269	12 491 558	55,85%
Titre III: Biens et Services	4 344 781	1 791 311	114 062	1 905 373	43,85%
Titre IV: Transferts	3 315 000	562 500	366 334	928 834	28,02%
Titre V: Investissements	12 414 000	2 844 119	3 622 117	6 466 236	52,09%
Sur ressources propres	614 000		4 998	4 998	0,81%
Sur ressources extérieures	11 800 000	2 844 119	3 617 119	6 461 238	54,76%
Santé	29 821 145	1 986 932	2 209 993	4 196 925	14,07%
Titre II: Personnel	5 381 608	1 439 604	1 472 616	2 912 220	54,11%
Titre III: Biens et Services	5 714 384	492 328	676 377	1 168 705	20,45%
Titre IV: Transferts	2 840 153	55 000	61 000	116 000	4,08%
Titre V: Investissements	15 885 000	-	-	-	0,00%
Sur ressources propres	185 000			-	0,00%
Sur ressources extérieures	15 700 000			-	0,00%
Action Humanitaire	1 840 001	1 079 463	269 394	1 348 857	73,31%

Titre II: Personnel	314 388	175 867	176 294	352 161	112,01%
Titre III: Biens et Services	134 863	5 018	5 412	10 430	7,73%
Titre IV: Transferts	390 750	96 437	87 688	184 125	47,12%
Titre V: Investissements	1 000 000	802 141	-	802 141	80,21%
Sur ressources propres				-	
Sur ressources extérieures	1 000 000	802 141		802 141	
Promotion du Genre	5 070 403	232 977	412 256	645 233	12,73%
Titre II: Personnel	412 653	151 349	159 859	311 208	75,42%
Titre III: Biens et Services	171 250	6 269	11 102	17 371	10,14%
Titre IV: Transferts	416 500	75 359	221 296	296 655	71,23%
Titre V: Investissements	4 070 000	-	19 999	19 999	0,49%
Sur ressources propres	70 000		19 999	19 999	
Sur ressources extérieures	4 000 000			-	
Développement Rural	27 280 787	1 208 951	588 263	1 797 214	6,59%
Titre II: Personnel	838 776	251 243	250 588	501 831	59,83%
Titre III: Biens et Services	349 011	2 622	1 653	4 275	1,22%
Titre IV: Transferts	1 303 500	501 625	13 500	515 125	39,52%
Titre V: Investissements	24 789 500	453 461	322 522	775 983	3,13%
Sur ressources propres	389 500		28 491	28 491	
Sur ressources extérieures	24 400 000	453 461	294 031	747 492	
Elevage et Santé Animale	806 878	171 867	164 310	336 177	41,66%
Titre II: Personnel	490 928	151 867	164 310	316 177	64,40%
Titre III: Biens et Services	134 450			-	0,00%
Titre IV: Transferts	140 500	20 000		20 000	14,23%
Titre V: Investissements	41 000	-	-	-	0,00%
Sur ressources propres	41 000			-	
Sur ressources extérieures				-	
Energie	12 269 825	178 971	9 238 937	9 417 908	76,76%
Titre II: Personnel	333 325	95 794	94 696	190 490	57,15%
Titre III: Biens et Services	551 500	58 177	33 502	91 679	16,62%
Titre IV: Transferts	145 000	25 000		25 000	17,24%
Titre V: Investissements	11 240 000	-	9 110 739	9 110 739	81,06%
Sur ressources propres	540 000		2 500	2 500	
Sur ressources extérieures	10 700 000		9 108 239	9 108 239	
PME-PMI	572 071	104 441	94 934	199 375	34,85%
Titre II: Personnel	368 971	84 441	84 934	169 375	45,90%
Titre III: Biens et Services	58 100			-	0,00%
Titre IV: Transferts	125 000	20 000	10 000	30 000	24,00%
Titre V: Investissements	20 000	-	-	-	0,00%
Sur ressources propres	20 000			-	
Sur ressources extérieures				-	
Total Personnel	30 505 817	8 947 454	8 297 566	17 245 020	56,53%
Total Biens et Services	11 458 339	2 355 725	842 108	3 197 833	27,91%
Total Transferts	8 676 403	1 355 921	759 818	2 115 739	24,38%

Total Investissements	69 459 500	4 099 721	13 075 377	17 175 098	24,73%
<i>Sur ressources propres</i>	1 859 500	-	55 988	55 988	3,01%
<i>Sur ressources extérieures</i>	67 600 000	4 099 721	13 019 389	17 119 110	25,32%
TOTAL GENERAL	120 100 059	16 758 821	22 974 869	39 733 690	33,08%

Sources : LFI 2026, DGB et DGPB (MEPCI)

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

V.1. Solde global et solde primaire

Au 1^{er} semestre 2026, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 166,08 milliards de francs CFA et 179,47 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde budgétaire global déficitaire d'un montant de 13,39 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 109,80 milliards de francs CFA ; quant aux dépenses primaires ordonnancées, elles se chiffrent à hauteur de 118,69 milliards de francs CFA, dégageant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 8,88 milliards de CFA.

Le déficit budgétaire global constaté à mi-parcours représente 47,95% du déficit prévisionnel annuel de 27,92 milliards de francs CFA, ce qui traduit une trajectoire globalement conforme à la programmation. Il a été partiellement couvert par l'excédent des opérations de trésorerie (8,37 milliards de francs CFA), le solde étant financé par le report de trésorerie des exercices antérieurs.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 1^{er} semestre 2026 (en milliers de francs CFA)

	Prévision 2026	Réalisation au 1er trimestre 2026	Réalisation au 2e trimestre 2026	Réalisation au 1er semestre 2026	Taux de réalisation
RESSOURCES	368 433 000	64 367 333	101 715 314	166 082 647	45,08%
Ressources propres	206 800 000	54 261 000	55 542 000	109 803 000	53,10%
Douanes	75 800 000	18 475 000	16 638 000	35 113 000	46,32%
Impôts	79 000 000	22 060 000	21 548 000	43 608 000	55,20%
Trésor	52 000 000	13 726 000	17 356 000	31 082 000	59,77%
Ressources extérieures	161 633 000	10 106 333	46 173 314	56 279 647	34,82%
Appuis budgétaires	29 233 000	-	6 374 000	6 374 000	21,80%
Appuis projets	132 400 000	10 106 333	39 799 314	49 905 647	37,69%
<i>Dons projets</i>	125 400 000	10 106 333	39 799 314	49 905 647	39,80%
<i>Emprunts projets</i>	7 000 000	-	-	-	0,00%
CHARGES	396 354 621	66 624 834	112 846 724	179 471 558	45,28%
Dépenses primaires	237 038 095	56 518 501	62 168 271	118 686 772	50,07%
Personnel	114 152 330	34 162 017	34 247 987	68 410 004	59,93%
Biens et Services	48 976 674	6 307 400	11 292 658	17 600 058	35,94%
Transferts et subventions	64 113 726	14 473 140	14 963 966	29 437 106	45,91%
Investissement sur ressources propres	9 795 365	1 575 944	1 663 660	3 239 604	33,07%

Charges Financières	26 916 526		10 879 139	10 879 139	40,42%
Financements extérieurs	132 400 000	10 106 333	39 799 314	49 905 647	37,69%
Solde budgétaire global	- 27 921 621	- 2 257 501	- 11 131 410	- 13 388 911	
Solde primaire	- 30 238 095	- 2 257 501	- 6 626 271	- 8 883 772	

Sources : LFI 2026, PLT, DGB et DGPE (MEPCI)

V.2. Solde de trésorerie

Au 1^{er} semestre 2026, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 82,58 milliards de francs CFA et 74,21 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie excédentaire d'un montant de 8,37 milliards de francs CFA.

Cet excédent ne représente toutefois que 29,98% du solde de trésorerie prévisionnel de 27,92 milliards de francs CFA, sous l'effet conjugué d'une mobilisation des ressources supérieure aux prévisions (124,93%) et d'un dépassement plus marqué encore des charges de trésorerie (194,37%).

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie :

Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie à fin juin 2026 (en milliers de francs CFA)

	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2025	Prévisions 2026	Réalisations au 1 ^{er} trimestre 2026	Réalisations au 2 ^e trimestre 2026	Réalisations au 1 ^{er} semestre 2026	Taux
Ressources de trésorerie	89 892 000	66 100 803	48 893 000	33 687 000	82 580 000	124,93%
Titres publics	59 692 000	66 100 803	38 441 000	22 596 000	61 037 000	92,34%
Tirage spécial (BGFI et BSIC)	30 200 000		9 378 000	11 091 000	20 469 000	
Autres recettes			1 074 000		1 074 000	
Charges de trésorerie	84 872 000	38 179 130	27 361 000	46 849 000	74 210 000	194,37%
Remboursements emprunts extérieurs	12 775 000	9 563 130	553 000	14 341 000	14 894 000	155,74%
Remboursements dette intérieure	72 097 000	51 216 000	26 808 000	32 508 000	59 316 000	115,82%
Bons de Trésor Assimilables (BTA)	5 061 000	1 000 000			-	0,00%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	28 750 000	45 015 000	18 300 000	7 028 000	25 328 000	56,27%
Créances des Banques commerciales titrisées		610 000	1 488 000	- 1 185 000	303 000	49,67%
Crédits consolidés BEAC	937 000	3 867 000	1 488 000	-	1 488 000	38,48%
FMI			4 800 000	7 470 000	12 270 000	
AFRILAND	492 000	724 000	246 000	82 000	328 000	45,30%
Remb. Tirage BGFI/BSIC	36 857 000		486 000	19 113 000	19 599 000	
Accumulation de cash		- 22 600 000			-	
Solde de Trésorerie	5 020 000	27 921 673	21 532 000	- 13 162 000	8 370 000	

Sources : LFI 2026 et PLT

VI. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

L'exécution du budget a été influencée par une faible mobilisation des ressources extérieures entraînant une baisse du niveau d'exécution des dépenses sociales. En outre, l'exécution de la charge du personnel a atteint un niveau très élevé ; aussi, les charges financières non régularisées impactent le niveau réel d'exécution budgétaire.

6.1. Difficultés rencontrées lors de l'exécution au 1^{er} semestre 2026

Sur la base du rapport d'exécution au 1^{er} semestre 2026, plusieurs difficultés majeures ont affecté la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses publiques.

6.1.1 Faible mobilisation des ressources extérieures

Les ressources extérieures ont été mobilisées à hauteur de 56,28 milliards sur une prévision annuelle de 161,63 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 34,82% inférieur à la cible attendue.

6.1.2 Faible niveau d'exécution des dépenses budgétaires

a) Faible exécution des dépenses de biens et services

Les dépenses de biens et services n'ont atteint que 17,60 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 35,94%.

b) Faible exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres

Les dépenses d'investissements sur ressources propres ont été exécutées à hauteur de 3,24 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 33,07%.

c) Faible niveau d'exécution des dépenses sur financement extérieur

Les dépenses sur financement des partenaires ont été exécutées à hauteur de 49,91 milliards de francs CFA, soit un taux de 37,69%.

6.1.3 Faibles performances des dépenses sociales

Les dépenses sociales globales ont été exécutées à seulement 33,08%. Les secteurs les plus touchés sont :

- Santé : 14,07% ;
- Promotion du genre : 12,73% ;
- Développement rural : 6,59%
- PME-PMI : 34,85%.

6.1.4 Niveau élevé d'exécution de la masse salariale

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 68,41 milliards de francs CFA, soit 59,93% de la dotation annuelle et une hausse de 17,21% par rapport au 1^{er} semestre 2025. À ce rythme, la dotation annuelle de 114,15 milliards de francs CFA serait dépassée avant la clôture de l'exercice.

6.1.5 Dépassement des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie ont atteint 74,21 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 38,18 milliards, soit un taux de 194,37%. Ce dépassement de 36,03 milliards de francs CFA, lié à des

remboursements non programmés (FMI et tirages bancaires), pèse sur la liquidité de l'État et retarde le règlement des dépenses budgétaires.

6.1.6 Faiblesse du taux de règlement des dépenses engagées

Sur la base de la classification fonctionnelle, 55,35 milliards de francs CFA seulement ont été effectivement réglés sur 96,59 milliards engagés, soit 57,31%. Les instances de paiement s'élèvent ainsi à 19,40 milliards de francs CFA et les engagements non ordonnancés à 21,83 milliards de francs CFA.

6.2 Perspectives d'amélioration proposées

Pour pallier ces difficultés il est nécessaire de :

- Renforcer la mobilisation des ressources domestiques ;
- Améliorer la mobilisation des financements extérieurs ;
- Accélérer l'exécution des dépenses d'investissements ;
- Maîtriser la masse salariale ;
- Renforcer la sincérité et la transparence budgétaire ;
- Poursuivre les réformes budgétaires et institutionnelles.

Afin de prendre en compte les mesures nouvelles et de continuer la mise en œuvre des réformes entreprises il est nécessaire de :

- ✓ Entrevoir la nécessité d'aller à un collectif budgétaire ;
- ✓ Poursuivre le processus de déconcentration de la fonction d'ordonnateur à d'autres ministères sectoriels.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'État au 1er semestre 2026 fait apparaître une mobilisation des ressources et une exécution des charges globalement alignées sur le repère de mi-parcours, avec des taux respectifs de 45,08% et 45,28%. Cette apparente régularité masque toutefois des déséquilibres structurels : la masse salariale progresse plus vite que l'ensemble des dépenses, tandis que les biens et services, l'investissement sur ressources propres et les dépenses sociales demeurent nettement sous-exécutés.

Le solde budgétaire global s'établit à - 13,39 milliards de francs CFA, partiellement couvert par un solde de trésorerie excédentaire de 8,37 milliards de francs CFA, obtenu au prix d'un recours accru à des ressources de trésorerie non programmées. La maîtrise de la chaîne de la dépense, l'accélération de la mobilisation des financements extérieurs et le rééquilibrage des allocations en faveur des secteurs économiques et sociaux constituent, à cet égard, les priorités du second semestre 2026.



Amélie Jeannine BEHOROU
Directrice Générale du Budget

Annexe 1 : Exécution des dépenses du personnel au 30 juin 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 892 303	1 889 287	1 596 757
02	ASSEMBLEE NATIONALE	103 633	103 633	91 717
03	PRIMATURE	562 977	562 977	449 026
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	231 403	231 403	77 765
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	61 471	61 471	51 936
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	73 095	70 432	58 974
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	48 035	48 035	42 240
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	129 560	129 560	106 611
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	238 475	238 475	210 628
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	2 246 378	2 246 378	1 840 622
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	1 123 592	1 123 592	998 925
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	2 165 027	2 159 052	1 627 389
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION	-	-	
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	28 836 473	28 796 444	25 249 609
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	132 538	132 538	121 588
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	5 905 674	5 895 161	5 274 799
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 560 892	2 559 333	2 111 935
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	370 099	363 599	328 528
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	425 883	425 883	382 610
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	322 574	322 574	290 620
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	9 288 749	9 287 853	8 483 134
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 203 705	3 203 705	1 954 260
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	271 067	271 067	243 462
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	359 871	359 871	326 571
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 924 720	2 912 220	2 405 177
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	352 161	352 161	313 902
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	311 208	311 208	280 214
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	171 325	166 978	249 313
81	MINISTERE DE L'URBANISME	216 387	216 387	193 816
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	423 319	423 319	379 820
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	208 124	208 124	187 161
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	190 490	190 490	171 037
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	380 694	380 498	252 811
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	381 165	381 165	305 932
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	169 375	169 375	151 912
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	502 055	501 831	446 916
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	316 177	316 177	277 132
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	646 924	646 924	577 472
95	MINISTERE DU TOURISME	460 816	460 598	416 481
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	290 228	290 228	259 973
TOTAL GENERAL		68 498 641	68 410 004	58 788 775

Annexe 2 : Exécution des dépenses des Biens et Services au 30 juin 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	2 783 495	2 642 669	2 312 334
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	3 009 748	2 568 354	2 205 056
02	ASSEMBLEE NATIONALE	26 988	27 849	4 825
03	PRIMATURE	885 567	766 929	594 903
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	14 044	419	
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL		-	
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	19 689	9 065	1 875
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION		-	
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	11 746	7 496	5 339
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV		-	
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS		-	
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME		-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	196 440	126 626	62 319
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	407 171	351 634	304 751
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	144 899	70 144	5 320
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	481 666	294 427	187 496
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION	1 250	-	
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	4 386 971	3 510 980	2 743 375
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	51 932	35 083	6 691
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	2 366 243	2 002 902	856 349
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 835 366	1 521 349	924 314
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	66 004	19 474	19 236
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	31 944	6 515	4 863
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	35 654	-	10 000
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	2 104 617	1 740 232	1 389 830
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	311 777	165 141	158 184
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	90 496	23 323	17 276
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	499 469	167 333	223 593
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	1 959 552	1 168 705	1 230 078
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	47 750	10 430	12 533
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	45 635	17 371	18 686
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	36 347	5 021	5 570
81	MINISTERE DE L'URBANISME	70 378	30 418	23 434
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	14 965	-	
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	8 285	-	735
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	220 958	91 679	7 085
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	188 925	96 630	37 501
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	13 196	183	58
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	23 681	-	
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	95 101	4 275	3 750
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	29 721	-	
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	20 645	4 591	3 146
95	MINISTERE DU TOURISME	83 330	27 534	15 149
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	111 043	85 277	13 340
TOTAL GENERAL		22 732 689	17 600 058	13 408 994

Annexe 3 : Exécution des dépenses de Transferts au 30 juin 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	12 668 782	9 633 584	7 019 449
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	54 075	49 700	47 750
02	ASSEMBLEE NATIONALE	5 135 000	5 135 000	5 060 853
03	PRIMATURE	556 224	417 049	659 098
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	-
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	360 000	360 000	338 547
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	37 500	18 750	20 750
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	56 263	56 263	25 000
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	110 500	110 500	55 250
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	1 974 587	1 974 587	1 590 154
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	87 500	87 500	43 750
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	3 625	3 625	-
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	108 150	106 953	102 928
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	647 250	632 250	423 582
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	325 000	325 000	15 000
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION	100 000	100 000	30 000
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	143 786	116 813	108 039
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	137 500	137 500	101 250
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	179 250	179 250	73 750
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	618 480	610 980	561 703
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	202 500	202 500	121 736
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	133 500	133 500	101 500
33	MINISTERE DU TRAVAIL DE L'EMPLOI	14 125	14 125	-
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	552 500	552 500	102 500
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 728 561	1 022 344	657 651
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	185 500	185 500	150 000
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	5 000	5 000	13 000
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	726 576	726 576	180 000
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	195 375	195 375	165 875
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	335 777	335 777	286 856
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	947 750	947 750	399 931
81	MINISTERE DE L'URBANISME	100 000	100 000	13 488
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	37 750	35 625	58 500
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	97 500	97 500	20 703
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	25 000	25 000	43 584
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	3 075 388	2 921 388	2 603 459
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	40 000	40 000	2 500
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	62 500	62 500	30 000
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	736 205	727 625	558 500
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	79 960	79 960	68 069
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	400 000	400 000	304 906
95	MINISTERE DU TOURISME	242 697	241 257	230 122
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	330 000	330 000	248 000
TOTAL GENERAL		33 557 635	29 437 106	22 637 733

Annexe 4 : Exécution des dépenses d'investissements au 30 juin 2026

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	47 236	41 987	20 580
02	ASSEMBLEE NATIONALE			
03	PRIMATURE	615 412	188 173	73 423
04	COUR CONSTITUTIONNELLE			
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL			
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	12 994		
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION			
08	HAUTE COUR DE JUSTICE			
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV			
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS			
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	57 288	57 288	4 200
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	53 474	48 476	
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	29 992	29 991	27 242
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	444 896	431 052	74 999
16	COMMISSION, VERITE, JUSTICE, REPARATION ET RECONCILIATION			
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	552 201	497 201	121 089
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	14 985	8 985	
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	38 442	23 498	
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 042 910	1 675 106	539 237
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP			
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	9 996		
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI			
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	173 983	4 998	4 000
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	25 000		
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	164 980	24 992	98 527
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	6 694		
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION			
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE			
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	54 986	19 999	16 805
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	17 498		5 000
81	MINISTERE DE L'URBANISME	74 985	9 998	13 401
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	53 339		
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE			
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	5 000	2 500	
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	26 989		
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	12 480		
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	4 998		
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	84 583	28 491	39 119
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	40 994		
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	32 987	15 994	11 920
95	MINISTERE DU TOURISME	180 089	50 886	39 048
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	79 989	79 989	67 218
TOTAL GENERAL		4 959 398	3 239 604	1 155 808

sm

Exécution Budgétaire au 1er semestre 2026

TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé
DÉPENSES NON RÉPARTIES PAR CHAPITRES	47 964 830				2 783 495	2 642 669	2 312 334	12 668 782	9 633 584	7 019 449				15 432 277	12 276 253	9 331 793
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE	9 130 756	1 892 503	1 889 287	1 596 757	3 609 748	2 568 354	2 205 656	54 075	49 700	47 750	47 236	41 987	20 580	5 003 362	4 549 328	3 870 143
ASSEMBLÉE NATIONALE	10 347 161	103 633	103 633	91 717	20 988	27 849	4 823	5 135 000	5 135 000	5 060 853				5 265 621	5 266 482	5 157 595
PRIMATURE	4 841 036	562 977	562 977	449 026	885 567	766 929	594 903	556 234	417 049	659 098	615 412	188 173	73 423	2 620 180	1 935 123	1 776 450
COUR CONSTITUTIONNELLE	568 143	231 403	231 403	77 765	14 044	419								245 447	231 832	77 765
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL	729 711	61 471	61 471	51 936				560 000	560 000	338 547				421 471	421 471	390 483
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	273 370	73 095	70 432	58 974	19 689	9 065	1 875	37 500	18 750	20 750	12 994			143 278	98 247	81 599
CONSEIL NATIONAL DE MÉDIATION	238 475	48 035	48 035	42 240				56 263	56 263	25 000				104 297	104 298	67 240
HAUT COUR DE JUSTICE	25 869				11 746	7 496	5 339							11 746	7 496	5 339
HAUTÉ AUTORITÉ CHARGÉE DE LA BONNE GOUVERNANCE	478 700	129 560	129 560	106 611				110 500	110 500	55 250				240 060	240 060	161 861
AUTORITÉ NATIONALE DES ÉLECTIONS	6 278 440							1 974 587	1 974 587	1 590 154				1 974 587	1 974 587	1 590 154
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	90 000							87 500	87 500	43 750				87 500	87 500	43 750
MINISTÈRE CHARGÉ DU SECURITARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	1 081 186	238 475	238 475	210 628	196 440	126 626	62 319	1 625	1 625		37 288	57 288	4 200	495 828	436 014	277 147
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	7 242 376	2 246 378	2 246 378	1 840 622	407 171	351 634	304 751	108 150	106 953	102 928	55 474	48 476		2 815 173	2 753 441	2 248 901
MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	6 088 025	1 123 592	1 123 592	998 925	144 899	70 144	5 320	647 250	633 250	423 582	29 992	29 991	27 242	1 945 732	1 852 977	1 452 065
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	5 108 021	2 165 027	2 159 052	1 627 305	481 666	294 427	187 496	325 000	325 000		18 000	444 896	431 052	74 999	3 416 588	3 209 531
COMMISSION VÉRITÉ, JUSTICE, RÉPARATION ET RÉCONCILIATION										50 000						
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE	49 498 661	28 836 473	28 796 444	25 249 609	4 386 971	3 510 980	2 743 375	143 786	116 813	108 039	552 201	497 201	121 089	33 919 431	32 921 438	28 223 112
MINISTÈRE CHARGÉ DU DÈRR	640 013	132 538	152 535	121 588	51 032	35 083	6 691	137 500	137 500	101 250	14 985	8 985		336 954	314 106	284 390
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	15 626 019	5 905 674	5 895 161	5 274 799	2 366 243	2 002 902	856 349	179 250	179 250	73 750	38 442	23 498		8 489 669	8 100 811	6 204 898
MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET	20 800 732	2 560 892	2 559 333	2 111 935	1 835 366	1 521 349	924 314	618 480	610 980	561 703	2 042 910	1 675 106	539 257	7 057 648	6 366 768	4 137 189
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION	21 726 169	370 099	363 599	328 528	66 084	19 474	19 236	202 500	202 500	121 736				638 603	585 573	469 505
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE	837 515	425 883	425 883	382 610	31 944	6 515	4 863	133 500	133 500	101 500	9 996			601 523	565 898	488 973
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	479 895	322 574	322 574	290 620	35 654		10 000	14 125	14 125					372 353	336 699	300 620
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	30 622 752	9 288 749	9 287 853	8 483 134	2 104 617	1 740 232	1 389 830	552 500	552 500	102 500	173 983	4 998	4 000	12 119 850	11 585 583	9 979 464
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	9 726 872	3 203 705	3 203 705	1 954 260	311 777	165 141	138 184	1 728 561	1 022 344	657 651	25 000			5 269 043	4 911 190	2 770 075
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MÉDIAS	1 397 597	271 067	271 067	243 462	90 496	23 323	17 276	185 500	185 500	150 000	164 980	24 992	98 527	712 043	504 882	509 263
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 600 798	359 871	359 871	326 571	499 469	167 333	223 593	5 000	5 000	13 000	6 694			871 034	532 205	563 164
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION	30 698 120	2 924 720	2 912 220	2 405 177	1 959 552	1 168 705	1 230 078	726 576	726 576	180 000				5 610 848	4 807 501	3 815 255
MINISTÈRE DE L'ACTION HUMANITAIRE	1 982 001	352 161	352 161	313 502	47 750	10 430	12 533	195 375	195 375	165 875				595 285	557 966	492 310
MINISTÈRE DE LA PROMOTION DU GENRE	5 025 813	311 208	311 208	280 214	45 635	17 371	18 686	335 777	335 777	286 856	54 986	19 999	16 803	747 605	684 353	602 561
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	26 669 698	171 325	166 978	249 313	36 347	5 021	5 570	947 750	947 750	399 934	17 498		5 000	1 172 919	1 119 748	659 814
MINISTÈRE DE L'URBANISME	2 478 546	216 387	216 387	193 816	70 378	20 418	23 434	100 000	100 000	13 488	74 985	9 998	13 401	461 751	356 803	244 139
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	579 110	423 319	423 319	379 850	14 965		37 750	35 625	35 625	58 500	53 339			529 373	458 944	438 320
MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE	707 618	208 124	208 124	187 161	8 285		735	97 500	97 500	20 703				313 909	305 624	208 599
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	12 749 925	190 490	190 490	171 057	220 958	91 679	7 085	25 000	25 000	45 584	5 000	2 500		441 448	309 669	221 706
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DES POSTES	4 290 340	380 694	380 698	252 811	188 925	96 630	37 501	3 073 388	2 921 388	2 603 459	26 989			3 671 995	3 398 516	2 893 771
MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	802 205	381 165	381 165	305 932	13 196	183	58	40 000	40 000	2 500	12 480			466 840	421 347	308 490
MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	458 981	169 375	169 375	151 912	23 681			62 500	62 500	30 000	4 998			260 539	231 875	181 912
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL	29 463 002	502 055	501 831	446 916	95 101	4 275	3 750	736 295	727 625	558 500	84 583	28 491	39 110	1 417 944	1 262 232	1 048 285
MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE ET DE LA SANTÉ ANIMALE	1 117 453	316 177	316 177	277 132	29 721			79 960	79 960	68 069	49 994			466 851	396 137	345 201
MINISTÈRE DES EAUX, FORÊTS, CHASSE ET PÊCHE	5 763 266	646 924	646 924	577 472	20 645	4 591	3 146	400 000	400 000	304 906	32 987	15 994	11 020	1 100 556	1 067 509	897 444
MINISTÈRE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 057 810	460 816	460 598	416 481	83 330	27 534	15 140	242 697	241 257	230 122	180 089	50 886	39 048	966 932	780 275	700 800
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	3 914 218	290 228	229 228	229 973	111 045	85 277	13 340	330 000	330 000	248 000	79 989	79 989	67 218	811 260	785 494	588 531
TOTAL GÉNÉRAL	384 353 284	68 498 641	68 410 604	58 788 775	22 731 438	17 606 058	13 408 994	33 457 633	29 337 196	22 637 723	4 939 398	3 239 804	1 155 806	129 647 113	118 586 772	95 961 310